Le Fonds Arbaro : une stratégie d'expansion des plantations industrielles d’arbres dans les pays du Sud

L'idée fausse selon laquelle les plantations industrielles sont une solution à la crise climatique est une opportunité en or pour des fonds d'investissement comme Arbaro, qui accèdent aux rares financements climatiques disponibles pour développer des monocultures destructrices. Cela se traduit par une destruction accrue de l'environnement et du climat tandis que les communautés perdent leurs terres et leurs moyens de subsistance.

Lancé en 2018, le fonds Arbaro a été créé par deux sociétés basées en Allemagne : Finance in Motion et Unique. Le Fonds investit dans des sociétés de plantation d'arbres opérant dans les pays du Sud et a déjà reçu des millions de dollars pour ses projets d'expansion de ces monocultures.

L'affirmation mensongère selon laquelle les plantations d'arbres en monoculture aideront à prévenir le chaos climatique est de plus en plus répandue. Et cette affirmation mensongère aide les gestionnaires et les fondateurs du Fonds Arbaro à dégager d'importants profits. D'autres fonds font des allégations similaires et fonctionnent de manière similaire, parmi lesquels le Fonds Althelia pour le climat et le Fonds Permian Global. Les efforts du Fonds Althelia pour le climat pour générer des profits se concentrent essentiellement sur les investissements dans des projets qui peuvent leur permettre de vendre des crédits carbone forestiers. De même, le Fonds Permian Global se concentre principalement sur la vente de crédits carbone forestiers. (1)

Il est important de comprendre comment fonctionnent ces fonds et ce qui se cache derrière leur propagande en faveur du climat. L'une des raisons à cela est que d'autres fonds de ce type vont apparaître dans le contexte de la nouvelle mode des « solutions fondées sur la nature ». Comme REDD+, cette dernière tendance considère à tort les plantations industrielles d'arbres comme des forêts et comme une solution à la crise climatique. Il s'agit d'une opportunité en or pour des fonds d'investissement comme Arbaro, qui peuvent accéder à des financements climatiques pour développer des monocultures destructrices tout en empochant des millions de bénéfices. En réalité, ces Fonds facilitent l'expansion d'un modèle vicieux d'accaparement des terres, de violence, de pollution et de dépossession... et en conséquence, ils renforcent le chaos climatique.

En mars 2020, plus de 100 organisations de la société civile, dont le WRM, ont signé une lettre ouverte au Conseil du Fonds vert pour le climat (GCF) pour s'opposer à la demande de financement d'Arbaro. (3) Le Conseil a ignoré les graves préoccupations soulevées et a approuvé un investissement de 25 millions USD à Arbaro le même mois. Arbaro a présenté au FVC des plans d'investissement dans des plantations industrielles d'arbres dans sept pays : Sierra Leone, Ghana, Ouganda, Éthiopie, Pérou, Équateur et Paraguay. Arbaro espère obtenir encore plus d'argent à l'avenir et créer des plantations industrielles d'arbres sur 75 000 hectares supplémentaires.

L'équipe de gestion d'Arbaro a investi 4 millions de dollars de ses fonds propres dans le Fonds. Elle a également obtenu des promesses de dons de 196 millions de dollars auprès de fonds et de banques, notamment la Banque européenne d'investissement, des institutions de financement du développement (telles que la FMO néerlandaise et la GIZ allemande), quelques investisseurs privés

et le Fonds vert pour le climat. (2)

La stratégie du capital-investissement : plus d'argent pour les propriétaires !

Arbaro est un « fonds de capital-investissement », ce qui signifie que son financement est constitué d'investissements dont les investisseurs deviennent copropriétaires. Ces fonds réunissent de l'argent provenant d'investisseurs externes, ainsi qu'une petite partie de leurs fonds propres, pour investir dans d'autres sociétés, appelées « sociétés en portefeuille » ou « holdings ».

Dans le cas d'Arbaro, les investissements se concentrent sur les sociétés de plantations d'arbres dans les pays du Sud. Il prend des parts dans ces sociétés, en utilisant l'argent fourni par le FVC et d'autres investisseurs (et les 4 millions de dollars que l'équipe de direction d'Arbaro a investis). Pour financer les programmes d'expansion des entreprises, des fonds comme Arbaro contractent souvent de nouveaux emprunts bancaires, généralement par l'intermédiaire des sociétés en portefeuille, plutôt que d'utiliser l'argent du Fonds. Les actifs des sociétés en portefeuille sont généralement utilisés comme garantie dans les prêts des banques.

Comme ces sociétés doivent contracter de nouveaux prêts importants et donc à payer des montants d'intérêts élevés, leur rentabilité à court terme est considérablement réduite. Cette stratégie de recours à l'endettement minimise le bénéfice imposable de l'entreprise. Cela se traduit donc par des recettes fiscales minimales pour l'État dans lequel les plantations sont mises en place et un profit maximal pour les investisseurs du fonds de capital-investissement. Cette stratégie est également censée garantir que les investisseurs comme le fonds Arbaro obtiennent un rendement maximal, mais elle augmente aussi considérablement les risques d'échec des investissements, car les sociétés en portefeuille doivent supporter un endettement très important.

La demande du Fonds Arbaro au FVC laisse penser que les sociétés sous-jacentes du portefeuille seront très endettées, car elles estiment que leurs impôts sur les sociétés seront très faibles.

Le Fonds Arbaro est créé pour exister au-delà de 15 ans. Les investisseurs externes espèrent que, pendant ce temps, les investissements dans les sociétés en portefeuille pourront générer des bénéfices. Pendant ce temps, les paiements que les fondateurs d'Arbaro recevront du Fonds ne dépendent pas du succès financier des sociétés du portefeuille.

La demande d'Arbaro au FVC indique que si la société recevait son investissement prévu de 200 millions de dollars américains, les gestionnaires du fonds obtiendraient 26,7 millions de dollars de frais de gestion garantis pour « gérer » le fonds et ses investissements, quelle que soit la rentabilité des entreprises dans lesquelles elle investit. (4) Cela semble indiquer des paiements garantis compris entre 570 % et 660 % par rapport à l'investissement de 4 millions de dollars des gestionnaires de fonds (570 % si les 4 millions étaient perdus et 660 % si les investissements finissent par être au moins égaux). L'équipe de gestion d'Arbaro peut également facturer d'autres frais cachés aux sociétés en portefeuille pour des services supplémentaires.

Après les 15 années de vie du Fonds, ni Arbaro ni ses investisseurs n'auront leur mot à dire sur ce qui arrive aux plantations créées – ou au carbone « stocké » qu'elles contiennent. Il est intéressant de noter que la comptabilisation du carbone d'Arbaro est basée sur le maintien d'un stock de carbone « moyen à long terme », qui repose sur le fait que les arbres restent sur pied. Cette comptabilité s'étend sur 24 ans, la majeure partie de la séquestration du carbone ayant eu lieu au cours des neuf dernières années. C'est exactement la période qui suit la fin de la période d'investissement. (5)

L'expansion des plantations industrielles

Le projet présenté au Fonds vert pour le climat est qualifié de « Fonds forestier durable ». Arbaro affirme que « les forêts gérées de manière durable aident à protéger l'environnement de plusieurs manières, notamment en séquestrant le CO_2, en luttant contre la déforestation et en préservant la biodiversité ». (6) Mais, en réalité, son activité est axée sur l'expansion des plantations d'arbres en monoculture à l'échelle industrielle. De nombreuses expériences de plantations industrielles d'arbres similaires dans les pays du Sud, notamment dans les pays ciblés par le Fonds Arbaro, témoignent des nombreux effets néfastes de ces investissements sur les espaces de vie et les moyens de subsistance des communautés. Le Fonds Arbaro déclare que ses plantations seront certifiées par le Forest Stewardship Council (FSC). Cela ne représente pas du tout une garantie, étant donné le bilan épouvantable des plantations certifiées FSC impliquées dans des conflits fonciers. (7)

Le rapport annuel 2020 d'Arbaro indique que son objectif pour 2021 a été de mettre en place de nouveaux projets. (8) Jusqu'à présent, Arbaro a réalisé des investissements dans trois pays : le Ghana, la Sierra Leone et le Paraguay. Le Fonds prépare actuellement un investissement en Équateur. Début 2020, Arbaro et le gouvernement équatorien, représenté par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, ont signé une lettre d'intention pour faciliter l'investissement d'Arbaro à hauteur de 25 millions de dollars américains dans des plantations industrielles d'arbres en Équateur. (9) En outre, en octobre 2021, Arbaro a présenté au Fonds vert pour le climat une proposition visant à ajouter deux nouveaux pays dans lesquels il pourrait investir dans des plantations industrielles d'arbres : la Colombie et le Guatemala. Cela signifie qu'Arbaro pourrait désormais utiliser le financement du FVC pour étendre son implantation également dans ces pays.

Miro Forestry au Ghana et en Sierra Leone

En Sierra Leone et au Ghana, le Fonds Arbaro est déjà impliqué dans des plantations industrielles d'arbres, à travers un partenariat avec une société britannique appelée Miro Forestry Developments. Comme Arbaro, Miro a été financé par d'importantes sommes d'argent public, principalement des banques européennes de développement, notamment le finnois FinFund, le britannique CDC et le néerlandais FMO. En 2018, Miro a reçu 20 millions de dollars du Fonds Arbaro, ce qui en fait le premier investissement du Fonds.

Les sociétés de Miro en Sierra Leone et au Ghana ne possèdent aucune terre, mais détiennent des baux. Certains de ces baux sont assortis de conditions variables, de sorte que les loyers versés aux propriétaires fonciers dépendent des bénéfices réalisés sur la vente de bois. (10) En 2019, le groupe a en fait enregistré une perte sur ses « actifs biologiques » (arbres) après des pertes dues aux incendies, à la sécheresse et aux conflits communautaires. (11)

Le rapport annuel 2020 d'Arbaro indique : « Tandis que les plantations s'étendent et parviennent à maturité, la société [Miro] a commencé sa phase d'industrialisation. » De plus, il précise qu'« en 2020, les premiers essais de son programme forestier avec des petits exploitants ont été mis en place, avec environ 50 ha plantés ». (12) L'entreprise ne précise pas dans quelles plantations ou régions ces essais ont eu lieu.

En Sierra Leone, la plantation Yoni de la société couvre plus de 21 000 hectares situés dans le district de Tonkolili, à côté de la principale autoroute du pays menant à Freetown, la capitale. Il s'agit principalement de plantations d'eucalyptus et d'acacias. En raison de la proximité de Freetown et d'importantes installations portuaires en eau profonde, Miro dispose d'un accès pratique aux marchés d'exportation du bois.

Le WRM a récemment reçu des informations provenant du terrain selon lesquelles les baux fonciers avec les communautés sont d'une durée de 50 ans et que le montant que les communautés reçoivent pour avoir cédé leurs terres pendant cinq décennies est scandaleusement faible : 2 USD par hectare et par an. Cela ne représente pas seulement un abus et une exploitation complète des communautés, cela remet également sérieusement en cause leur survie en tant que communauté.

Des promesses non tenues

Selon les membres de la communauté, Miro avait promis la création d'hôpitaux, de puits pour l'eau potable, de mairies communautaires, de bourses pour l'éducation des enfants, d'un service de transport scolaire pour les enfants, de machines pour améliorer les pratiques agricoles des communautés, ainsi que des formations et des emplois pour leurs enfants plus âgés. Toutes ces promesses sont restées vaines. En fin de compte, les gens survivent à peine avec le loyer annuel extrêmement bas. De plus, il est interdit aux membres de la communauté d'entrer dans les plantations de l'entreprise, ce qui empêche l'accès à certaines rivières et petites routes. L'accès à l'eau est une grande préoccupation pour eux. Ils ont expliqué que même les chefs ne sont pas autorisés à entrer dans les zones occupées par l'entreprise sans y être invités, car la zone est bien protégée par des gardes.

Selon un contrat entre Miro et un conseil communautaire, Miro s'engage à verser 5 pour cent de ses bénéfices dans un fonds de développement communautaire pour améliorer les conditions de vie de la communauté. Toutefois, compte tenu de la manière dont ces entreprises organisent leurs affaires financières, Miro risque fort de cacher ou de réduire considérablement les bénéfices qu'elle réalise, et donc également d'éviter de verser ce montant aux communautés.

Au Ghana, la plantation Boumfoum de Miro couvre plus de 10 000 hectares et est située dans la région d'Ashanti. Un rapport de 2017 de l'ONG ghanéenne Civic Response révèle que Miro a obtenu une concession de 5 000 hectares dans la réserve forestière de Boumfoum sans consulter les communautés, ce qui a entraîné des conflits avec les petits agriculteurs. Le rapport explique que les communautés n'ont découvert les projets de plantation d'arbres de Miro que lorsque l'entreprise leur a dit d'abandonner leurs biens dans la zone. Miro prétend que les petits agriculteurs occupaient la terre illégalement et avaient défriché des fermes, des cultures vivrières et environ 13 000 arbres. Les petits agriculteurs expulsés n'ont reçu aucune indemnisation et plusieurs ont par la suite poursuivi Miro en justice. (13)

Paraguay

Les deux investissements d'Arbaro au Paraguay sont Forestal Apepú S.A. et Forestal San Pedro. Le Fonds vert pour le climat a approuvé ses projets d'expansion en décembre 2020. Arbaro détient en totalité Forestal Apepú depuis 2019 et la société va mettre en place 6 059 hectares de plantations d'eucalyptus dans le département de San Pedro, qui présente l'un des taux de déforestation les plus élevés de l'est du Paraguay et les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté les plus élevés du pays. Arbaro a créé Forestal San Pedro en 2021, et la société gère 6 270 hectares de plantations d'eucalyptus et projette de créer 1 730 hectares supplémentaires sur des terres louées, principalement dans le département de San Pedro.

Une enquête de terrain menée par le Centro de Estudios Heñoi en mai 2021 a révélé les effets néfastes de ces plantations industrielles. (14) Un habitant proche de la plantation principale d'Apepú a déclaré : « Maintenant l'eucalyptus arrive, et ils disent que cela va être avantageux. Mais, au contraire, ici, personne n'en a bénéficié, [cela n'a pas] du tout bénéficié aux pauvres ou à la

communauté. Ils disent qu'ils vont aider la communauté à se développer, mais ce n'est que négatif ; ils ne veulent pas nous aider, ils veulent notre terre.

Les habitants ont insisté sur le fait que les problèmes de sécurité foncière aggravent les difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés. Un autre habitant a expliqué : « Avant, il y avait plus de monde ici, tout cela faisait partie du village […] ; avec un peu d'argent, ils ont acheté les gens. Avant, la communauté était plus importante, maintenant tout est occupé [par des plantations]. Beaucoup de gens sont partis, ils ont vendu pour un peu d'argent ou en échange d'une vache, et c'est tout. »

Les entreprises de plantations profitent des conditions difficiles auxquelles les paysans sont confrontés et font croire aux petits producteurs que les monocultures d'eucalyptus peuvent être l'occasion d'améliorer leurs revenus. Un autre problème clé est la façon dont les entreprises infiltrent et divisent les communautés. L'une des stratégies qu'elles utilisent est l'agriculture contractuelle, dans le cadre de laquelle les producteurs plantent sur leurs propres terres des eucalyptus qui seront vendus à la société de plantations. Une femme a expliqué : « Les grandes entreprises vous encerclent, elles sont tout autour de vous, et si vous plantez du manioc, ce n'est plus bon, et elles viennent et disent qu'elles vont vous racheter, elles vous coincent. Et elles chassent les paysans avec de l'argent. »

Unique, l'un des cofondateurs du Fonds Arbaro, gère également un projet de plantation d'eucalyptus à grande échelle au Paraguay, grâce à un investissement dans une société appelée PAYCO. Cette entreprise se sert des plantations d'eucalyptus pour soutenir l'intensification d'un élevage absolument non durable (en partie grâce à la vente de crédits carbone) et produit du bois de chauffage, qui servira probablement au séchage de l'un des autres produits de PAYCO, le soja génétiquement modifié. On a également signalé des conflits violents avec les peuples autochtones et les communautés paysannes au sujet des activités de PAYCO. (15)

Remarques de conclusion

Les investissements d'Arbaro s'accompagnent de discours sur la restauration des forêts et l'atténuation du changement climatique, et ils sont soutenus par des financements climatiques internationaux et
publics. La structure et la conception de l'entreprise sont telles que l'équipe de gestion peut accéder aux rares sources de financement climatiques tout en générant des bénéfices astronomiques à son profit, sans pratiquement aucun risque pour son maigre investissement dans l'entreprise. Tous ces discours en faveur du climat cachent une réalité plus désastreuse à laquelle sont confrontées les communautés là où sont implantées les plantations.

Le Fonds Arbaro en offre un parfait exemple. Son équipe de gestion se procure d'énormes profits tout en laissant les risques financiers à des investisseurs extérieurs. Pendant ce temps, les communautés affectées perdent non seulement leurs terres, leurs moyens de subsistance et leurs modes de vie, mais elles sont également trompées pour les amener à signer des contrats abusifs, comme celui de 2 USD par hectare et par an en Sierra Leone. Les plantations industrielles d'arbres qui sont créées par le biais de ces investissements développent également un modèle de destruction et de pollution qui ne fait qu'exacerber le chaos climatique.

Les fonds d'investissement comme le Fonds Arbaro renforcent ainsi les structures de spoliation coloniales, racistes et violentes ainsi que la dévastation environnementale et le changement climatique.

(1) Re:common and Counter Balance, Banking on forests, 2014 ; et REDD-Monitor, 2019, Indonesia's Katingan REDD project sells carbon credits to Shell. But that doesn't mean the forest is protected. It's threatened by land conflicts, fires and a palm oil plantation
(2) Demande d'Arbaro au FVC, page 27, section C : Informations financières
(3) Lettre ouverte aux membres du Conseil du Fonds vert pour le climat
(4) Proposition de financement d'Arbaro par le FVC, avril 2020, page 28, section C.2 : Financement par composante
(6) https://redd-monitor.org/2020/03/10/the-green-climate-fund-must-reject-arbaros-industrial-tree-plantations/
(7) Arbaro Advisors, Investing in Sustainable Forestry
(8) FSC-watch
(9) Arbaro Fund, Annual Sustainability Report, 2020
(10) Arbaro Fund, Arbaro and Ecuadorian Ministry of Agriculture and Livestock sign letter of intent promoting sustainable forestry development
(11) Miro Accounts 2019, page 38, Note on right of use assets
(12) Miro Developments Accounts 2019, Post balance sheet event, page 40, note 10
(13) Idem (9)
(14) Civic Response, 2017, Assessing Community Consent in Large Scale Land Investments in Ghana, and REDD-Monitor, 2021, How the African Forest Landscape Restoration Initiative is promoting the expansion of industrial tree plantations
(15) GFC, The Arbaro Fund and monoculture tree plantations in Paraguay, 2021
(16) Idem (15)